

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 147 (2002)  
**Heft:** 6-7

**Artikel:** Après la Seconde Guerre mondiale : le devoir de défense en Pologne et ses fonctions politiques (1944-1989)  
**Autor:** Pasztor, Maria  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-346263>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Après la Seconde Guerre mondiale

## Le devoir de défense en Pologne et ses fonctions politiques (1944-1989)

L'analyse du service militaire en Pologne après la Seconde Guerre mondiale se heurte à des difficultés qui résultent du peu de progrès accompli dans les recherches portant sur ce domaine. Les historiens polonais se sont spécialisés dans l'histoire des questions militaires, se limitant principalement à l'étude de la période allant jusqu'en 1956 et, surtout, aux répressions ayant touché les officiers.

■ **Maria Pasztor**<sup>1</sup>

Cependant, le service militaire est l'une des expériences centrales dans le domaine des rapports entre les jeunes citoyens et l'Etat communiste, expérience qui va marquer durablement leurs attitudes. Avant de passer à la présentation de ce problème, nous aimerions établir, en premier lieu, quelle est l'importance numérique du groupe de population analysé.

Entre juillet 1944 et mai 1945, le pouvoir communiste, qui se forme sur le territoire polonais libéré de l'occupation nazie, met sur pied une armée d'environ 386000 hommes, composée de soldats enrôlés en 1943 en Union soviétique et de nouvelles recrues qu'on a appelées sous les drapeaux dans les territoires libérés par l'Armée soviétique et la 1<sup>re</sup> Armée polonaise. Résultat d'une démobilisation partielle, l'effectif de l'armée polonaise passe de

193000 soldats au 1<sup>er</sup> août 1946 à 153000 en 1947.

L'atmosphère de guerre froide de plus en plus intense qui règne en politique internationale ainsi qu'une consolidation

des pays de l'Est sous la férule de Staline sont à l'origine de l'imposition à la Pologne d'une militarisation de son économie nationale et d'une augmentation de l'effectif de son armée qui, en 1955, atteint environ

### Effectifs de l'armée polonaise dans les années 1945 à 1989

Année	Soldats de métier	Soldats	Nombre total
1945	41 580	273 400	314 980
1947	30 000	153 500	183 500
1949	42 890	91 450	134 340
1951	50 100	173 430	223 530
1952	78 900	277 570	356 470
1955	90 900	294 790	385 690
1957	82 170	228 340	310 510
1958	73 230	172 880	264 110
1965	90 730	202 030	292 760
1971	139 430	291 100	430 530
1980	134 750	277 670	412 420
1982	135 900	276 600	412 500
1989	132 470	266 190	398 660

Source : W. Honkisz, *Trudna historia najnowsza Polski. Polemiki i repliki*, Warszawa 2000, p. 157-158.

<sup>1</sup> Professeur à l'Université de Varsovie. Il s'agit de la version orale de la communication présentée au Colloque international d'Aix-en-Provence (15-16 septembre 2000) consacré au Devoir de défense en Europe aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, sous la direction du professeur Jean-Charles Jauffret.

385 000 hommes (soldats de métier et recrues du service militaire). Résultat des réductions successives des effectifs de 1955 à 1958, le nombre de soldats diminue jusqu'à 260 000. C'est, néanmoins, un état transitoire car, depuis lors, l'effectif de l'armée augmente constamment pour atteindre son apogée en 1971 (plus de 430 000 soldats).

## 1. Soviétisation et politisation de l'armée polonaise

Les structures de l'armée copient fidèlement les modèles d'organisation en vigueur en Union soviétique. La soviétisation de l'armée polonaise signifie, en premier lieu, une politisation imposée par les communistes. Conformément au modèle soviétique, l'armée est dotée d'un service politique avec, à la tête, l'Office politique de l'armée. Qui plus est, dès 1948 les structures du parti communiste commencent à déployer leurs activités au sein même de l'armée. Dans les unités militaires, les officiers politiques effectuent le contrôle de l'ensemble des activités de l'armée.

En 1948, plus du 93 % de ces officiers sont membres du Parti ouvrier polonais. L'effectif de ce corps politique augmente successivement; ainsi d'après l'état au 1<sup>er</sup> juillet 1946, il s'élève à 3324. Presque le 100 % des officiers supérieurs sont membres du parti et un nombre important de fonctionnaires du parti sont employés dans l'armée.

Les officiers politiques sortent de l'Académie politique militaire de Felix Dzieryński créée en 1951. S'il faut noter une pression exercée sur les militaires de métier, surtout les officiers, pour qu'ils adhèrent au parti communiste, la pression sur les soldats du contingent n'a pas donné de résultats marquants. D'après les données que l'on a pu trouver dans les années 1953 à 1954, il n'y a que 5 à 7 % de soldats dans l'ensemble de membres du parti et des candidats à l'adhésion.

Aux côtés du parti lui-même, des organisations pro-communistes de jeunesse déploient également leurs activités. Tout d'abord, l'Union de la lutte des jeunes puis, dans les années 1948 à 1956, l'Union de la jeunesse polonaise, les Cercles de jeunes militaires de 1958 à 1973, l'Union socialiste des jeunes militaires de 1973 à 1976, enfin l'Union socialiste de la jeunesse polonaise dès 1976. A l'apogée de l'époque stalinienne, le nombre de jeunes militaires, membres de l'Union de la jeunesse polonaise est proche de 220 000 (octobre 1955).

Dans les années 1940 et 1950, le contrôle soviétique direct de l'armée polonaise est réalisé, premièrement par les officiers soviétiques placés aux postes de commandement et, deuxièmement par le système des conseillers soviétiques placés aux échelons supérieurs des structures de la défense. Le symbole de cette domination est Konstanty Rokossowski, maréchal soviétique, ministre de la Défense nationale au Gouvernement polonais (1949-1956). D'après l'état au 15

mars 1945, le nombre des officiers soviétiques dans l'armée polonaise dépasse 15 000, c'est-à-dire le 53 % du corps des officiers; en 1949, la plupart de ces officiers ont regagné l'Union soviétique et, le 5 août de cette année, il n'en reste que 728, c'est-à-dire 5 % du corps des officiers.

Dans les années 1950, les officiers soviétiques occupent une grande partie des postes supérieurs de commandement; vers la fin 1952, 53 % des commandants de division ou de brigade sont des Soviétiques. En mars 1955, 64 % des 50 postes supérieurs de commandement dans l'armée polonaise (depuis le ministère de la Défense jusqu'aux commandants de corps d'armée) sont occupés par les généraux et des officiers supérieurs soviétiques.

Ils ne sont retirés qu'après le dégel politique ayant suivi la mort de Staline (mars 1953) et l'apogée se situe en octobre 1956. Entre novembre 1956 et novembre 1957, 56 généraux et officiers soviétiques ont quitté la Pologne; en 1960, il n'en reste que 2. Les conseillers soviétiques dont le nombre s'élevait à 154 au début 1955, ont tous été renvoyés en Union Soviétique jusqu'en 1959. Est-ce que cela signifie que l'armée polonaise jouit de plus d'indépendance? Après la création du Pacte de Varsovie en 1955, le système de dépendance entre Moscou et ses satellites ne subit que des modifications formelles. En dépit des transformations opérationnelles au sein du Pacte, la domination des Russes y est maintenue jusqu'à la fin.

La soviétisation de l'armée polonaise, mise en œuvre depuis la moitié des années quarante, se manifeste encore par l'adoption des règlements en vigueur dans l'armée rouge mais aussi du serment militaire, copie fidèle du texte du serment soviétique. Il faut surtout évoquer un élément très important, l'attitude inhumaine des officiers à l'égard des soldats qui rappelle celle des officiers de l'armée tsariste.

## 2. Propagande et endoctrinement

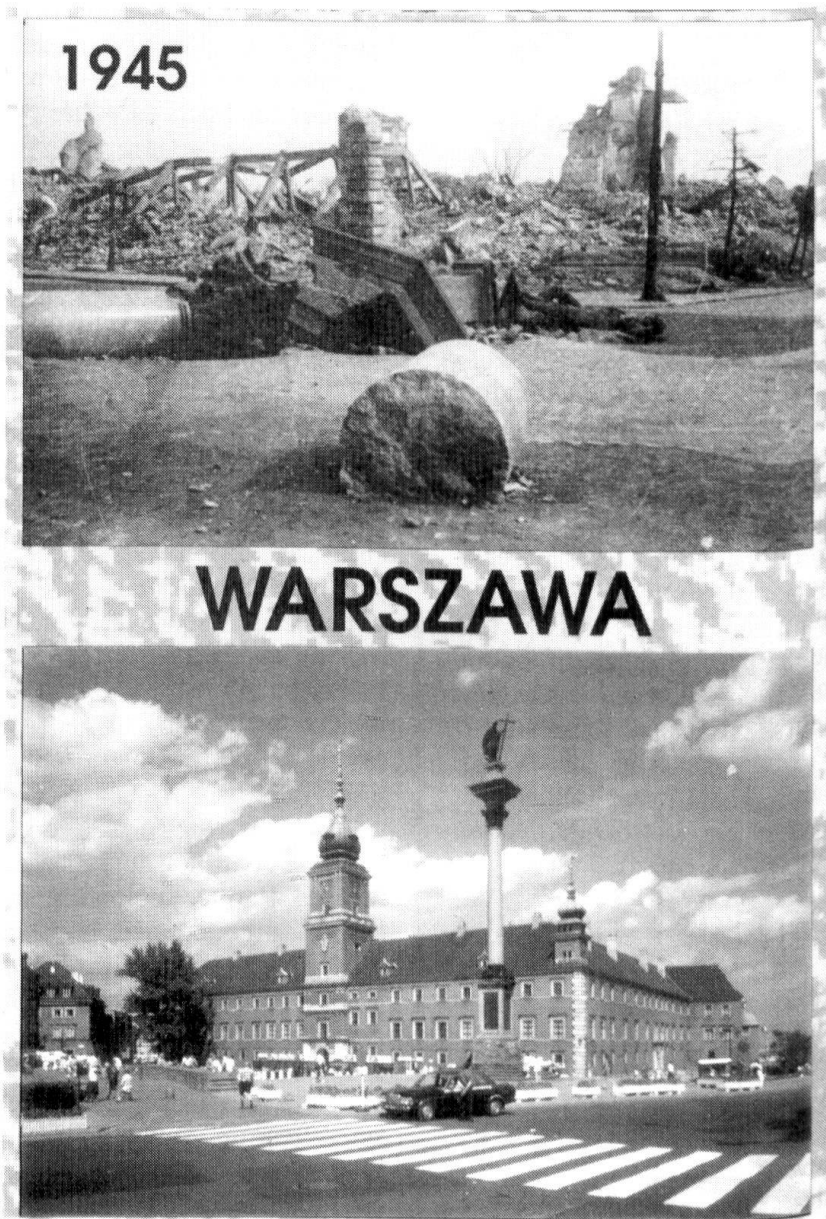
Dans le système communiste, l'une des fonctions essentielles des structures politiques de l'armée est l'endoctrinement politique et idéologique des soldats. Pendant toute la durée de la Pologne populaire, cet objectif ne subit pas de modifications notables. Il est réalisé à l'aide des cours d'éducation politique, introduits dès 1945 et obligatoires pour tous les sous-officiers et les soldats. Ces cours sont donnés par les commandants en second, responsables de l'éducation politique. Les soldats du contingent, qui sont membres du parti ou candidats, doivent suivre des cours supplémentaires.

Les activités visant à «l'athéisation» des appelés et des soldats de métier prennent de l'essor entre 1949 et 1953. Jusqu'en 1948, les soldats faisaient leurs prières quotidiennes en commun; le dimanche et les jours de fêtes religieuses, ils pouvaient, s'ils le voulaient, assister à la messe. Quotidiennement, à l'appel du matin et du soir, ils chantaient des

chants religieux. Le 30 mai 1951, le général Marian Naszkowski, chef de l'Office politique de l'armée, donne l'ordre d'enlever les croix des chambres pendant l'absence des soldats envoyés aux exercices d'été et d'interdire de les remettre en place. Cette action doit être terminée avant le mois d'octobre. Il ordonne égale-

ment de suspendre les permissions le dimanche et les jours de fêtes religieuses.

C'est alors que les cérémonies de serment militaire et celles de la promotion des officiers prennent un caractère laïc; les drapeaux militaires sont «purgés» de tout élément religieux et on interdit aux sol-



*Les Allemands ont systématiquement détruit Varsovie et d'autres villes polonaises dont les quartiers historiques ont été reconstruits à l'identique après 1945.*

datés de faire en commun leurs prières du matin et du soir. Toute participation à un culte religieux ne peut avoir lieu qu'en dehors des casernes. Cette frénésie d'athéisation est freinée, dans une certaine mesure après octobre 1956, pour reprendre de l'essor au début des années 1960. L'idéologie communiste s'infiltré dans d'autres formes d'activités militaires, particulièrement l'éducation et la culture que les documents officiels définissent comme une forme spécifique de l'éducation politique.

L'endoctrinement politique des soldats s'intensifie à l'occasion de différentes fêtes officielles, telles que la Fête de l'armée polonaise ou l'anniversaire de la Pologne populaire. Les campagnes de propagande, qui suivent les soulèvements ouvriers de juin 1956, de décembre 1970, de juin 1976, ont pour but la propagation de la version des événements du parti, une version qui, par la suite, n'a pas cessé de se modifier. C'est l'œuvre des ennemis politiques, des forces de l'impérialisme international (surtout du révisionnisme allemand) ainsi que des milieux polonais réactionnaires qui se sont mis au service de l'impérialisme et du révisionnisme. En 1980 et en 1981, dans le cadre des Journées de rencontres militaires, les officiers cherchent à dresser les soldats contre le mouvement Solidarité.

On peut se demander si un tel endoctrinement a donné les résultats attendus et pendant combien de temps ? Difficile de répondre à cette question vu l'absence de recherches dignes



1944 : des troupes soviétiques s'approchent de Varsovie. Des libérateurs ou des occupants ?

de foi ! Celles qui sont accessibles ont commencé dans les années 1960. Contrairement aux jeunes civils et aux étudiants, les soldats estiment positivement l'effort de l'armée populaire qui doit combattre aux côtés de l'armée rouge ainsi que celui des partisans pro-communistes (armée populaire polonaise, garde populaire). Ce n'est pas le cas des forces armées polonaises en Occident et de l'armée de l'intérieur commandée par le Gouvernement polonais en exil à Londres.

Cette attitude, qui prédomine dans les années 1960 et 1970, s'affaiblit nettement dans les années 1980, lorsque les appelés qui accomplissent leur service militaire commencent à apprécier les efforts des forces armées qui combattaient en Occident aux côtés des Alliés. C'est l'un des résultats du « combat pour le passé », mené en 1980-1981, par le parti communiste d'un côté et Solidarité de l'autre. C'est alors que l'acceptation de l'ordre socialiste par les jeunes s'effondre.

### 3. La participation des soldats aux campagnes de propagande et aux conflits sociaux

Déjà à l'époque de la conquête de l'Etat par les communistes (1945-1948), l'armée se présente comme un monolithe politique exécutant les ordres du parti communiste. Les autorités communistes se servent de l'armée pour renforcer leur pouvoir et réaliser leurs conceptions de l'Etat. Dans la seconde moitié de 1944, l'armée participe activement à la réforme agraire. Le combat contre l'opposition armée clandestine nécessite beaucoup de forces et cause de grosses pertes.

A l'époque du référendum populaire du 30 juin 1946, qui doit servir à tester l'influence du nouveau pouvoir sur la population et l'habileté de ses services spéciaux à falsifier les résultats du vote, on tue, dans le cadre des opérations mili-

taires et policières, 1600 personnes suspectées d'appartenir à l'opposition clandestine. Dans la période qui précède les premières élections d'après-guerre (19 janvier 1947), on organise des prétendus «groupes de protection et de propagande» comprenant 63000 militaires et fonctionnaires de la sécurité qui sont répartis dans tout le territoire du pays. Entre le 5 décembre 1946 et le 19 janvier 1947, 341 membres de l'opposition clandestine armée sont tués, 5100 arrêtés et emprisonnés.

Environ 20000 militaires, fonctionnaires de la Sécurité (UB) et de la Milice civique (MO) participent, entre avril et juillet 1947, à l'opération «VISTULE», soit la déportation des populations ukrainiennes habitant le sud-est de la Pologne vers les «terres recouvrées» (territoires ayant appartenu à l'Allemagne et échus à la Pologne après la guerre), qui vise à affaiblir les forces de l'armée insurrectionnelle ukrainienne et de la priver du soutien des populations civiles.

150000 personnes sont déportées. A l'époque de la stalinisation (1948-1953), l'armée sert à briser la résistance de la campagne polonaise face à collectivisation et à l'occasion de la fourniture des contingents de produits agricoles.

De toutes les activités de l'armée, la plus spectaculaire est la «défense du socialisme», tant à l'intérieur que dans le cadre du bloc socialiste. En juin 1956, plus de 10000 soldats participent à la pacification du soulèvement ouvrier à Poznan. Plus de 70 personnes, dont 4 soldats, sont tués ou sont morts des suites de blessures. Environ 61000 soldats protègent des institutions et des bâtiments publics sur l'ensemble du territoire. Au moins 45 personnes sont tuées et 1165 blessées, dont environ 70 officiers et soldats. Plus de 27000 ont été envoyés pour étouffer la révolte ouvrière dans la région de Gdansk en décembre 1981. Environ 70000 militaires ont participé aux

opérations qui y étaient directement liées.

Enfin, en 1968, des forces armées polonaises ont été envoyées en Tchécoslovaquie dans le cadre des forces d'intervention du Pacte de Varsovie (opération «DANUBE»). Lorsque celles-ci sont entrées dans ce pays, le 21 août, elles comptaient environ 450000 hommes dont plus de 24000 Polonais.

#### 4. Devoir de défense et répression politique

Un autre élément important de la fonction politique de l'armée dans la Pologne communiste était l'appel sous les drapeaux de groupes de citoyens dont les opinions ou les activités que les autorités considéraient comme «antisocialistes», voire ennemies. Ainsi, le service militaire pouvait avoir le caractère de répression.

Nous disposons d'informations relativement abondantes sur les bataillons de travail créés dès l'automne 1949, dans le cadre du service auxiliaire. Ils étaient destinés à ces recrues qui, suite aux recommandations de l'Office de sécurité, devaient accomplir le service militaire normal pour des raisons politiques ou de classe. Les recrues travaillent dans des conditions particulièrement pénibles, surtout dans les mines. En octobre 1956, les Corps militaires des mines comptaient plus de 35000 soldats. Pendant toute la durée de son fonctionnement, plusieurs centaines de décès ont été consignés.



La présence de troupes soviétiques a marqué le destin de la Pologne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dès 1959, une autre forme de répression était le service militaire des séminaristes, surtout de ceux qui étudiaient aux séminaires de niveau supérieur et relevaient des diocèses dirigés par les évêques particulièrement hostiles envers les autorités communistes. Par la suite, le service militaire est devenu obligatoire pour tous les séminaristes. Le but poursuivi était encore un endoctrinement qui devait les persuader d'abandonner les études théologiques. Les autorités militaires ont évalué les résultats de leurs efforts. Elles auraient remporté le plus grand succès en 1962, année où, sur 73 séminaristes exemptés du service militaire, 32 (44%) ont renoncé aux études au grand séminaire. Résultat de la modification des rapports entre l'Etat et l'Eglise comme du peu d'effets obtenus par cette forme de répression, les séminaristes sont exemptés du service militaire dès 1980.

Par contre, nous n'en savons que très peu sur les répressions qui ont touché les participants aux grèves et soulèvements anti-communistes. Le fait est connu que les étudiants qui s'étaient révoltés en 1968 contre le pouvoir ont été appelés sous le drapeau pour deux ans de service actif, à accomplir dans des garnisons éloignées. Le même traitement a été appliqué aux quelques centaines de participants aux grèves de décembre 1970.

Un autre scénario de répression a été mis en œuvre dix ans plus tard. Le ministère de la Défense nationale a, non seulement fait appeler sous les drapeaux plusieurs dizaines de milliers de réservistes, mais a pro-

longé également la durée du service du contingent. Résultat des efforts conjugués de l'armée et de la milice, une semaine après l'instauration de l'état de siège le 13 décembre 1981, plus de 5000 personnes ont été internées dans 49 centres d'isolement.

## 5. Le devoir de défense et la résistance de la société

La répression ne se limitait pas à l'incorporation disciplinaire dans les forces armées. Les soldats, dans l'armée communiste, étaient punis pour des attitudes et comportements considérés comme politiquement inconvenants, voire hostiles. L'échelle de ce procédé est difficile à évaluer. La documentation concernant le stalinisme polonais, minutieusement examinée pour les années 1944-1956, indique que, sur 7000 militaires arrêtés pour des motifs politiques, plus de 2700 étaient des soldats. Pendant cette période, les motifs politiques pouvaient avoir un sens très large. Néanmoins, nous pouvons indiquer des exemples des manifestations les plus caractéristiques d'une résistance générale, comprise au sens large du terme, parmi les soldats.

Des motifs politiques se trouvaient à l'origine d'une partie des désertions particulièrement fréquentes dans les années 1944-1948: entre 24 et 28000 soldats. Une partie des déserteurs rejoignait l'opposition, c'est-à-dire l'armée clandestine, mais la plupart abandonnaient l'armée à cause de la faim ou parce qu'ils désiraient

aider leurs familles (souvent à la saison des travaux agricoles), pour revenir ensuite à leur unité sans se rendre compte qu'ils avaient commis un délit. Plus tard, ce phénomène a sensiblement diminué et la motivation politique a cessé de jouer un rôle important. En 1952, 915 soldats ont déserté, 797 en 1953, 480 en 1954.

Parmi les autres formes de la résistance des soldats à l'époque stalinienne, il y a la propagande transmise de bouche à oreille, la dégradation de portraits de dignitaires communistes ornant les murs de bâtiments de l'armée, les graffitis sur les murs de casernes qui commentaient de façon agressive la politique de l'Etat, etc.

Dans les années 1980, lorsque naissent les structures de l'opposition démocratique, apparaissent la contestation du service militaire chez les recrues, mais surtout chez les diplômés d'études supérieures. Le refus de faire le service militaire n'était pas nouveau; depuis les années 1950, les Témoins de Jéhovah le refusaient pour des motifs religieux, ce qui, souvent, se terminait par des condamnations prononcées par les juges de tribunaux militaires. Les groupes d'opposition estudiantine se référaient au cas de Roland Kruk qui, à la suite de ses activités dans les rangs de l'opposition, avait été renvoyé de l'université, puis incorporé de force à l'armée où il a refusé de prêter le serment militaire. On l'a donc condamné à une peine de prison. Ce problème est devenu alors un élément de la confrontation politique. En 1981 se constitue à

Cracovie le Comité contre les répressions pour refus du service militaire, dont la tâche consistait à assister les condamnés pour ce motif et à œuvrer pour l'institution d'un service auxiliaire.

A côté des objecteurs de conscience traditionnels refusant le service militaire pour des raisons d'ordre religieux, on en voit apparaître, pendant

l'état de siège, de nouveaux objecteurs inspirés par la résistance contre l'état de siège, l'ordre politique du moment et les groupes au pouvoir. En 1985, ils créent l'organisation Liberté et Paix, dont les protestations ne concernaient pas le service militaire introduit en 1976. Il est question, non seulement de la défense de la patrie mais également du pouvoir populaire qui prône l'alliance

avec l'armée soviétique. Liberté et Paix a organisé les renvois de livrets militaires au ministère de la Défense avec explication des motifs. Les principaux postulats avancés par cette organisation ont été réalisés en 1988. Entre décembre 1981 et la fin 1986, les cas du refus de faire le service militaire (sans compter ceux des Témoins de Jéhovah) sont rares, la presse clandestine rapporte 22 cas de condamnation et d'emprisonnement. D'après les informations du mouvement, il y a eu, depuis l'automne 1987 jusqu'à la fin de l'année, 108 objecteurs. 22 ont été mis en prison mais 12 d'entre eux en sont sortis peu après.

Le service militaire en Pologne communiste remplissait des fonctions politiques importantes et diversifiées. Les soldats qui l'accomplissaient servaient à défendre directement le système au pouvoir et à réaliser le programme de celui-ci. L'incorporation dans l'armée ou dans des formations paramilitaires était une forme de répression pratiquée contre les personnes classées par les autorités dans la catégorie des ennemis. L'endoctrinement politique quotidien avait pour but de légitimer le pouvoir communiste aux yeux des soldats. Pourtant, l'efficacité de ces procédés restait limitée, tandis que la résistance de recrues et des militaires suivait les protestations successives des Polonais contre un pouvoir qu'on leur avait imposé.



Varsovie : le stalinien Palais de la culture...

M. P.